

## Une soixantaine d'"entités" attendues aux pourparlers inter burundais d'Arusha

PANA, 20 mai 2016 Participation confirmée de 63 entités différentes au coup d'envoi du dialogue inter burundais en Tanzanie. Bujumbura, Burundi (PANA) - Quelque 63 entités politiques de l'intérieur du pays ont déjà confirmé la participation de leurs dirigeants au dialogue inter burundais de sortie d'une crise de plus d'un an prévu à Arusha, Tanzanie, du 21 au 24 mai, apprend-on de source proche de la médiation pilotée par l'ancien chef de l'Etat tanzanien Benjamin William Mwaikuma, sous l'égide de la Communauté de l'Afrique de l'Est/East african community (Ca). Les 63 entités sont constituées par des représentants du gouvernement, ceux des partis politiques, de la société civile, des confessions religieuses ainsi que les anciens chefs d'Etat burundais, indique un communiqué publié en ligne par le bureau de la médiation la veille du coup d'envoi du dialogue inter burundais. Le Conseil national pour la défense de l'accord de 2000, à Arusha, en Tanzanie, sur la paix et la réconciliation et la restauration de l'Etat de droit (une coalition de 25 principaux partis politiques de l'opposition interne et en exil) a déjà signifié son refus de se rendre à Arusha, tant qu'il n'aura pas été invité en tant qu'entité unique. Le président du round des pourparlers à Arusha avait buté, début mai, cette fois-ci, sur le refus du gouvernement burundais de s'asseoir à la même table des négociations avec les représentants du Cnared pour leur participation présumée à l'insurrection contre le troisième mandat présidentiel et la tentative de putsch qui s'en était suivie, l'année dernière. Le gouvernement burundais, montrant, cette fois, plus enthousiasme à aller à Arusha en l'absence annoncée du Cnared qui regorge encore de nombreux frondeurs du parti au pouvoir ayant pris le chemin de l'exil à l'étranger après avoir contesté la légalité de la candidature du Président Nkurunziza à la tête du pays. Seul le front pour la démocratie au Burundi (Frodebu, membre influent du Cnared) a accepté l'invitation du médiateur à se rendre à Arusha. Le président du Frodebu et l'un de ses leaders politiques de l'opposition encore présents au pays, Léonce Ngendakumana, a toutefois exprimé des réserves sur le caractère « opaque » des préparatifs d'Arusha, notamment le fait que la médiation n'ait pas invité le Cnared, principale plateforme de l'opposition ayant justement un contentieux politique réel à faire valoir face au pouvoir burundais. Le Frodebu entend néanmoins aller à Arusha pour « mener des consultations avec le médiateur et tous les envoyés spéciaux de la Communauté internationale afin de pousser la facilitation du dialogue inter burundais à mieux préparer les étapes suivantes ». Du côté des observateurs étrangers, le communiqué du bureau de la médiation dit qu'il est attendu à Arusha des dirigeants de la Conférence internationale pour la paix dans la région des Grands Lacs (Cirgl, 11 Etats membres), des envoyés spéciaux des Etats-unis d'Amérique, de la Belgique, du Royaume-uni, de l'Union européenne (Ue), de l'Union africaine (Ua) et de l'Organisation des Nations unies (Onu). Le texte du communiqué indique que la rencontre d'Arusha est destinée à dégager un consensus sur un agenda et les participants aux prochaines étapes du dialogue inter burundais proprement dit de sortie de crise. Les cérémonies d'ouverture du dialogue inter burundais débuteront, samedi à la mi-journée, au centre international des conférences d'Arusha, une ville du nord de Tanzanie, d'après la même source.